

Gaz de schiste : NKM se veut rassurante, mais ne convainc pas

Le ministère de l'Écologie a certes suspendu les prospections, mais pour José Bové, Eva Joly et les centaines d'opposants, il s'agit d'interdire purement et simplement l'exploitation de ces gisements.

Malgré les annonces plutôt rassurantes de la ministre de l'Écologie Nathalie Kosciusko-Morizet quant à l'éventuelle exploitation en France des gaz et huiles de schiste, loin de retomber, la contestation partie du Larzac au mois de décembre est en train de s'étendre dans le sud de la France et pourrait devenir nationale. Pour mémoire, suivant les explications du ministère, il s'agit d'extraire des "hydrocarbures contenus dans des roches sédimentaires argileuses, situées entre un et trois kilomètres de profondeur". Les gaz et les huiles de schiste se trouvant dans des couches "compactes et très peu perméables", il n'est pas possible d'exploiter ces gisements de manière conventionnelle, mais en procédant à des "forages horizontaux" et par "fracturation hydraulique", c'est-à-dire en injectant des milliers de m3 d'eau dans les couches marneuses profondes pour faire remonter les gaz.



Les députés européens Europe-Ecologie, José Bové et Eva Joly sortent de la grotte de Labelil après une visite, le 4 février 2011 à Lauroux.- Photo : Eric Cabanis/AFP

Or, accusent notamment les eurodéputés José Bové et Eva Joly, ces techniques d'extraction présentent un "danger mortel pour l'eau potable". Aux Etats-Unis où elles ont été mises au point et assurent aujourd'hui 15% de la production de gaz naturel, les opposants dénoncent un gaspillage massif d'eau, la détérioration des paysages et surtout la pollution des nappes phréatiques.

En France, il n'est à ce jour pas question d'exploitation de ces gisements, cependant en mars 2010, trois permis de prospection ont été délivrés portant sur 10.000 km2 en Aveyron, en Hérault, en Lozère, en Ardèche et dans la Drôme. Entre les permis en question et les demandes en cours, y compris en Ile-de-France, José Bové estime qu'un "huitième du territoire est concerné". Hier à Millau, au côté du maire PS de la ville Guy Durand et d'une dizaine d'autres élus de l'Aveyron, devant quelque trois cents manifestants issus de collectifs hostiles à toute prospection, l'ancien leader paysan a annoncé la tenue d'une grande réunion sur le sujet le 26 février à Valence. Ce sera le premier point d'orgue d'une contestation débutée en décembre dernier et particulièrement marquée ces dix derniers jours, des centaines de riverains se mobilisant dans les zones visées par les permis de recherche.

Après notamment la montée au créneau de Jean-Jack Queyranne et Martin Malvy, les présidents PS des régions Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées, et depuis quinze jours une volée de questions à l'Assemblée nationale, la ministre de l'Écologie Nathalie Kosciusko-Morizet a annoncé mercredi dernier la suspension de la prospection au moins jusqu'à l'été et la mise en place d'une mission d'inspection dont les conclusions doivent être présentées le 31 mai. "Aucune autorisation de travaux sur les gaz de schiste ne sera donnée ni même instruite avant le résultat (...) d'une mission pour évaluer les enjeux environnementaux" a ainsi assuré la ministre.

José Bové qui depuis décembre demandait un "moratoire" et le "gel" des opérations a donc obtenu gain de cause, mais cela ne lui suffit pas. Désormais, il réclame l'abrogation pure et simple des permis délivrés. Elle aussi présente à Millau vendredi, Eva Joly, la possible candidate d'Europe Ecologie à la prochaine présidentielle a affirmé que "l'abrogation sera un combat important de [sa] campagne", sujet d'autant plus important que ces nouvelles recherches d'énergies fossiles retarderaient encore "le moment où la France doit passer aux énergies renouvelables".

Kosciusko-Morizet a beau assurer qu'il n'est "pas question" de recourir à "des techniques dangereuses pour l'environnement", José Bové affirme qu'il s'agit d'un "voeu pieux". Selon lui, "Les brevets et la technologie sont américains" or, dans cette affaire, "Total et GDF-Suez sont adossés à des Américains".

Outre les interrogations environnementales, la question des gaz et huiles de schiste pourrait revêtir une dimension hautement politique, les opposants dénonçant l'"opacité" qui a été de mise dans l'attribution des permis de prospection en 2010. Ce faisant, Jean-Louis Borloo qui occupait alors le ministère de l'Ecologie aurait ainsi permis "un enterrement en grande pompe du Grenelle" de l'environnement.

Au-delà, parmi les centaines de personnes réunies hier à l'hôtel de ville de Millau, beaucoup pointaient une troublante "proximité" entre les industriels intéressés par la question et les plus hautes autorités de l'Etat. Exemple le plus frappant selon leurs dires, le permis de forage accordé dans l'Aisne à Toreador, une société dirigée par Julien Balkany, le demi-frère de Patrick, maire de Levallois-Perret et fidèle des fidèles de Nicolas Sarkozy.